

Edito/ Mohamed

Nous sommes à trois semaines des élections départementales. La gauche médiocre au gouvernement ne semble pas fléchir dans sa détermination à poursuivre ses politiques d'austérité. Des politiques aux conséquences plus que désastreuses. Des politiques d'austérité que la droite trouve insuffisantes. Au même moment on n'arrête pas d'annoncer que ces départementales seront comme une promenade pour le front national. A n'en pas douter, il s'agit d'une manœuvre sciemment conçue pour consolider le bipartisme au profit des deux partis de l'austérité, le PS de renoncement et l'UMP. A cet effet, la machine est mise en route pour banaliser, instrumentaliser et promouvoir le front national. Ainsi donc, on assiste également à une campagne antidémocratique visant à dévaloriser ces élections afin de réaliser leurs prévisions d'abstentions massives. Dès lors, il est urgent de dissiper l'illusion mise en scène de l'absence d'une alternative aux politiques d'austérité et du caractère inéluctable qui est attribué à d'éventuelles victoires du Front national à ces élections.

La gravité d'une telle situation exige de notre part, pour la surmonter, de construire partout une dynamique de mobilisation contre l'abstention. Démontrons partout que l'abstention est un vice mortifère. Au début de cette campagne nous avons rassemblé sur pas mal de cantons toutes les forces de gauche engagées pour combattre l'austérité, l'heure est venue maintenant de déployer nos forces à travers des initiatives de proximité pour une participation électorale massive et pour mettre en échec ceux qui espèrent capitaliser sur l'abstention plutôt que sur leurs bilans politiques. Pour ce faire, allons convaincre de la crédibilité de nos choix politiques pour la solidarité et contre les inégalités sociales dans le département des Yvelines.

Un taux d'abstention très élevé est annoncé dans les sondage, avec un taux de participation de 43% seulement. Abstention dont on sait qu'elle ne profitera qu'au front national, ou, dans une moindre mesure, à l'UMP et à l'UDI.

Il est scandaleux que le premier ministre, Manuel 49-3 VALLS, dénonce le danger que représente le front national en feignant d'ignorer les liens évidents de causalité entre les conséquences de ses choix politiques et l'abstention qui provoque la percée du front national. Bien évidemment, Manuel VALLS, dont Pierre LAURENT disait à juste raison qu'il ne sera jamais un premier de gauche, sait que le succès électoral du front national ne surgit pas du néant.

Conscients de nos responsabilités politiques en cette période de désespoir ambiant, nous avons fait le choix d'une orientation audacieuse consistant à élargir notre rassemblement pour une alternative à gauche. Nous avons réussi à construire des candidatures de rassemblement au-delà des forces qui composent le front de gauche. Le front de gauche présente ou soutient 1517 binômes, soit une présence de 76% du territoire. Ces binômes comptent des candidats communs avec EELV pour 12,5% d'entre eux, mais aussi avec Nouvelle Donne, le mouvement républicain et citoyen, des socialistes frondeurs ou des citoyens issus du mouvement social.

Continuons à résister! Résistons par la mobilisation populaire pour déjouer les pièges dévastateurs de ces sondages qui frisent les limites d'une prédiction auto-réalisatrice. Non, pour ce qui est de ces élections les dés ne sont pas déjà jetés! Il est encore possible de mobiliser contre le Front national, les politiques d'austérité, la fuite en avant néolibérale, contre la précarité, et pour la justice sociale, la démocratie locale, la souveraineté de nos territoires et pour l'Humain d'abord.

Il est encore possible et décisif de mobiliser contre l'abstention, et c'est autour des enjeux de ces départementales que nous devons mener cette bataille plus que jamais nécessaire contre le front national et les forces politiques de l'austérité. Portons nos batailles et nos propositions au plus près des populations à travers nos initiatives dans le cadre de ces campagnes. Expliquons à tous ceux et à toutes celles que nous croisons dans nos initiatives les enjeux de ces élections, les réformes territoriales en vue que nous combattons dans leur forme actuelle, le devenir des départements que nous voulons maintenir et rendre plus utiles et solidaires pour répondre au mieux aux besoins des populations.



Conférence de presse sur les départementales et le FN

Nous tenons cette conférence de presse pour dénoncer avec la plus grande vigueur **le scandale anti-démocratique que constitue à ce jour la préparation des élections départementales des 22 et 29 mars prochains**. Ce qui se passe, c'est du jamais vu dans une élection nationale dans notre pays. Le 1^{er} tour se tient dans 20 jours. Tous les Français sont appelés aux urnes. Or la plupart d'entre eux n'ont pour le moment accès à aucune information sérieuse sur le sens de ces élections. A quoi assistons-nous ?

1) A une occultation totale des enjeux de ces élections départementales. Ces élections concernent pour la première fois tous les départements en même temps ; le mode de scrutin a changé, entraînant un important renouvellement des candidats et la présentation de milliers de femmes ; les cantons ont été redécoupés sans information des électeurs ; la réforme territoriale met en jeu le rôle et l'avenir, pourtant essentiels, des départements. Cela mérite une grande campagne. Le Premier ministre, qui voulait supprimer les départements, semble redécouvrir leur importance. Très bien. Mais quelles conclusions en tire-t-on ? Malgré ces enjeux, les Français sont privés de toute information et débat sérieux pour forger leur opinion.

Nous demandons que soit corrigé ce déni démocratique dans les 3 semaines qui restent. Des débats d'ampleur nationale, avec la présence de toutes les sensibilités politiques, doivent être organisés en prime time sur toutes les antennes d'information

2) Le scandale est d'autant plus grand qu'en lieu et place du débat attendu se développe une incroyable promotion et banalisation du Front national au mépris du danger que cela fait courir à la démocratie et à l'unité nationale. Matin et soir le poison de la haine du racisme, de la division et de la séparation des Français est distillé sans réaction. Au déni démocratique s'ajoute donc l'irresponsabilité politique. Je dis stop à cette opération de banalisation permanente et continue. Et j'alerte sur les dangers qu'elle fait courir à la France. J'appelle les électeurs, tous les citoyens engagés à divers titre dans la vie publique, les responsables politiques attachés à la démocratie, les médias, singulièrement les responsables des JT, des matinales, des émissions politiques, le CSA, à se ressaisir et réagir. Je demande que dans les trois semaines qui viennent soit mis un terme à l'insupportable inégalité de traitement qui voit le FN chaque jour promotionné tandis que beaucoup d'autres, au premier rang nos candidats pourtant je rappelle que nous présentons près de 6 100 candidats dans 1517 cantons, aussi nombreux que ceux du FN systématiquement ignorés ou interdits d'antenne. Je demande pour les responsables du PCF et du Front de gauche un accès égal aux grandes émissions politiques. (*les chiffres des candidats*). Je demande que cesse la banalisation organisée du FN au prétexte du visage prétendument fréquentable dont il s'est affublé. Car, à travers lui c'est la banalisation d'une parole raciste libérée qui prospère. Les déclarations ouvertement racistes relevées sur les blogs, Facebook ou autres moyens de communication de candidats FN sont trop nombreuses pour qu'on avalise leur caractère anecdotique. C'est le fond raciste du parti de Marine Le Pen qui remonte. Le climat qu'il entretient participe clairement à la multiplication des actes antisémites et islamophobes de ces dernières semaines. La banalisation en cours ne concerne pas que la parole raciste. La campagne de Robert Ménard sur le « nouvel ami » que constitue une arme est un irresponsable appel à la violence.

J'en appelle à la responsabilité de tous pour éclairer les Français et cesser de relayer la parole du FN qui minimise systématiquement tous ces faits gravissimes pour en fait les justifier. Je m'adresse aux Français pour les alerter sur la tromperie qui s'organise contre leurs intérêts. Je dis aux ouvriers, aux employés, aux salariés de conditions modestes, aux familles populaires qui souffrent durement de la crise et ne supportent plus d'être pris pour des imbéciles par ceux qui ont le pouvoir et l'argent : le FN n'est pas votre nouvel ami, c'est votre meilleur ennemi. Ne vous laissez pas abuser, regardez les faits, regardez ce que vote le FN là où il a des élus, ce qu'il décide là où il gère une ville, ce qu'il déclare dans son programme. Ne vous abstenez pas pour laisser perpétrer ces dangereuses propositions. Le FN a trois cibles prioritaires : les familles populaires, les services publics, les dépenses sociales des collectivités locales. Tarifs sociaux dans les cantines, aides sociales et solidarité, logements sociaux, culture et éducation, voilà où il frappe d'abord.

Son discours anti-immigrés est un cheval de Troie contre les droits de tous les salariés. Quant à la sécurité, son discours ce n'est pas l'ordre et la tranquillité publique, c'est la division, la haine, la guerre, c'est la fin du vivre-ensemble. Pas un hasard si ses amis internationaux s'appellent Poutine et Bashar el Assad, et si, après une pitoyable entreprise de brouillage il tape aujourd'hui à bras raccourcis sur Syriza. Pas un hasard s'il passe son temps à attiser les peurs et les tensions dans nos quartiers, ici en France.

J'en appelle à la mobilisation pour combattre ce danger. Rien aucune critique de la politique gouvernementale aussi légitime soit-elle, ne justifiera jamais à nos yeux la banalisation du FN. Le FN n'est pas une voie vers le changement, c'est le principal obstacle au changement car c'est lui qui distille de la manière la plus virulente le poison de la division parmi les forces populaires et nationales.

Le Parti communiste appellera clairement et toujours à faire barrage à toute élection d'un candidat Front national. Je sais que beaucoup de Français disent : « alors que faire ? ». La solution n'est évidemment pas la droite qui cherche en espérant récupérer les voix du FN au second tour à conquérir le maximum de départements pour détruire les politiques publiques qu'il s'agit au contraire de défendre et de promouvoir dans l'intérêt du plus grand nombre.

Quant au gouvernement Valls il s'acharne à trahir les intérêts populaires, à imposer la loi Macron et l'austérité à tous les étages. Ceux qui comme Nicolas Sarkozy ce matin continuent d'instrumentaliser dans un sens ou dans l'autre la montée du FN pour qui les débats de fond sont irresponsables. Malgré ces obstacles, je le dis haut et fort aux Français, la voie n'est pas bouchée, le vote n'est pas bouclé. Il y a quelque chose d'utile à faire pour votre vie, pour l'avenir de nos départements et du pays dans ces élections. Une gauche nouvelle est en train d'émerger dans le pays, une gauche qui dit non à l'austérité, à la précarité et à l'insécurité de nos vies, qui dit oui à la solidarité, au vivre-ensemble, aux politiques publiques de justice sociale que peuvent mettre en œuvre les départements.

Cette gauche nouvelle, celle qui voit désormais converger les communistes et le Front de gauche, des écologistes d'EE-LV, des forces comme Nouvelle Donne, des socialistes qui refusent maintenant clairement les politiques Valls-Macron. Elle présente des candidats dans presque tous les cantons de France.

C'est à cette force nouvelle qu'il faut donner de la force et des élus dans les départements. En la faisant grandir dans les urnes le 22 mars, vous aiderez le pays à sortir de l'impasse. Vous vous donnerez de la force pour résister aux politiques

d'austérité, pour conforter les politiques publiques de solidarité dont vous et vos enfants avez besoin, pour refuser tous les chemins de haine, pour construire la France du vivre-ensemble qui reste plus que jamais nécessaire.

Dans près de 200 cantons, elle peut être présente au second tour.

J'invite les Français très nombreux qui n'ont pas fait leur choix, qui s'appêtent à s'abstenir, à se poser cette question le 22 mars : à qui donner de la force ce jour là ?, des candidats soutenus par le PCF, le Front de gauche et toutes les forces qui travaillent désormais avec nous à construire une voie nouvelle à gauche, sera, pour tous et le pays, la meilleure nouvelle qui puisse advenir.

Ce progrès est possible. J'appelle à déployer tous les efforts nécessaires pour le concrétiser dans les urnes le 22 mars.



A NOTER SUR VOS AGENDAS



Canton de Maurepas: Réunions publiques

5 Mars: Magny Le Hameaux, 20h pôle musical et associatif Blaise PASCAL

10 Mars: Mesnil Saint Denis, 20h à la salle Gabrielle d'Estrées.

Canton de Limay:

Porte-à-porte : Toute la semaine: du lundi au vendredi, RV à la section du part à Limay à 18h 30.

Distribution de tracts ce week-end à Limay:

Samedi: Devant la poste, de 10h à 12h.

Dimanche: Franprix, de 10h à 12h.

Le 14 mars. Manif pour le maintien de la Poste à Limay, et rencontre avec le directeur de la poste à 11h.

Canton de Trappes

Porte-à-porte: Mardi 3 mars au soir à la Verrière, jeudi 5 au soir à Elancourt, vendredi 6 au soir à Trappes.

Canton de Rambouillet

Vendredi 6 mars: réunion publique, de 20h 30 à 22h 30. A Saint-Arnoult.

Samedi 7 mars: distribution du « 4 pages » au marché de Rambouillet, de 9h 30 à 12h 30.

Cantons des Mureaux

Réunion publique le 13 mars à partir de 20h 30, à la salle Espace des habitants.

Canton de Montigny-Le-Bretonneux :

Réunion publique à Guyancourt:

Mercredi 4 mars à partir de 20h 30. A la maison de quartier Mendès France, quartier du pont du Routoir, 7 rue Guy **BARILLIO**.

Réunion publique à Montigny.

Jeudi 5 mars à 20h 30 à la maison de quartier André MALRAUX, 4 rue des Blés d'Or. (Quartier des Près).